





Une dotation exceptionnelle d'urgence est indispensable pour le Val-de-Marne

Les organisations syndicales SNUipp-FSU 94, SNUDI-FO 94 et CGT Educ'Action 94 prennent acte de l'annulation du CTsD prévu vendredi 27 mars et du CDEN du 31 mars, comme elles en ont fait la demande. Nous nous félicitons que le projet de carte scolaire avec ses 104 fermetures de classes, ses 29 fermetures de dispositifs 100% réussite n'ait pu être entériné et qu'en conséquence, le mouvement n'ait pas été lancé avec une baisse drastique du nombre de postes offerts qui aurait pénalisé tout le monde.

Nous vivons actuellement une situation exceptionnelle avec des semaines très douloureuses face à cette pandémie qualifiée par l'ONU « de pire crise à laquelle l'humanité ait été confrontée depuis 1945 ». Les équipes enseignantes font preuve d'une grande solidarité et multiplient leurs efforts pour poursuivre la continuité pédagogique et le lien essentiel, quand elles y arrivent, avec les familles. Dans les pires conditions, sans aucun moyen, dépourvus de matériel professionnel, les collègues n'hésitent pas une seconde à utiliser leur matériel personnel à faire preuve de créativité et d'ingéniosité pour s'investir et continuer de suivre leurs élèves.

Nous savons tous que la prochaine année scolaire sera particulièrement difficile et que l'épisode du confinement laissera des traces importantes sur les enfants, les familles et aura de lourdes conséquences sur le plan scolaire.

Les organisations syndicales SNUipp-FSU 94, SNUDI-FO 94 et CGT Educ'Action 94 estiment que :

- aucune fermeture de classe ou de dispositif ne doit être prononcée,
- aucune décharge de direction ne doit être diminuée,
- toutes les ouvertures prévues (fermes et conditionnelles), qui correspondent à des hausses d'effectifs, doivent être entérinées dès maintenant,
- les UPEAA doivent continuer à être comptabilisées comme une classe dans les décharges de direction et rester (ou redevenir) fixes sur une école avec 15 élèves allophones maximum par UPEAA

Au vu des conditions exceptionnelles de la prochaine rentée, des postes supplémentaires doivent être attribués à titre exceptionnel, à toutes les écoles du département afin de permettre qu'une génération entière d'enfants, parmi les plus fragiles, ne soit pas sacrifiée. Nous aurons besoin d'organiser partout, particulièrement dans les quartiers où les difficultés sociales sont les plus importantes, des dédoublements de classe dans beaucoup de niveaux, des petits groupes, des séances personnalisées, des suivis individuels pour rattraper les inégalités qui se seront inévitablement creusées, pour permettre à des milliers d'enfants de redevenir des élèves et de reconstruire l'école. Pour rétablir les liens avec les familles, tenir des équipes éducatives ... les décharges de direction devront être augmentées.

En ce sens, une dotation exceptionnelle en urgence de plusieurs centaines de postes est indispensable pour notre département. Et qu'on ne nous oppose pas, comme cela a été fait lors du CHSCTD, que ce n'est pas réaliste. Rappelons que depuis des années, c'est au nom du réalisme budgétaire que dans les hôpitaux des milliers de lits ont été fermés, que les postes de soignants ont été réduits, que les stocks de masques de protection ont été vendus. Chacun constate aujourd'hui les conséquences dramatiques de ce "réalisme", mis en œuvre par les gouvernements successifs.

A situation exceptionnelle mesure exceptionnelle : nos organisations syndicales demandent, qu'au vu de la situation, le mouvement soit à nouveau effectué sous le contrôle des délégués du personnel à la CAPD qui sont prêts à siéger pendant 2 ou 3 semaines s'il le faut afin de s'assurer du bon déroulement des opérations, ce qui allègera le travail des services qui en auront bien besoin.

Dernière minute : Un nouveau CTsD vient d'être convoqué en visioconférence le 20 avril et un CDEN le 21 avril.

Aucun document n'a encore été envoyé aux représentants du personnel.

Nous invitons les collègues de toutes les écoles pour lesquelles des fermetures étaient envisagées, ou des ouvertures n'étaient pas prévues alors qu'elles en ont besoin, à saisir sans attendre les parents, les élus et à leur demander d'intervenir immédiatement auprès de la Direction Académique pour exiger l'abandon des fermetures et de procéder aux ouvertures indispensables.

Nous invitons tous les collègues de toutes les écoles du département à établir le plus précisément possible leurs besoins pour la rentrée prochaine en termes de postes pour alléger les effectifs, dédoubler les classes, organiser des suivis individuels, augmenter la décharge de direction ... et répondre à tous les besoins indispensables pour éviter qu'à la catastrophe sanitaire s'ajoute un désastre scolaire.

Nous le répétons : il est impossible d'envisager, dans cette situation, qu'une seule école se voie retirer une classe, voie ses effectifs par classe augmenter, ou soit amputée d'une partie de la décharge de direction.

Une dotation exceptionnelle d'urgence est indispensable pour le Val-de-Marne.

Créteil, le 5 avril 2020